



Covid-19

■

CRISE DE LA COVID-19 et territoires bretons

■

Note n°2 - mars 2021



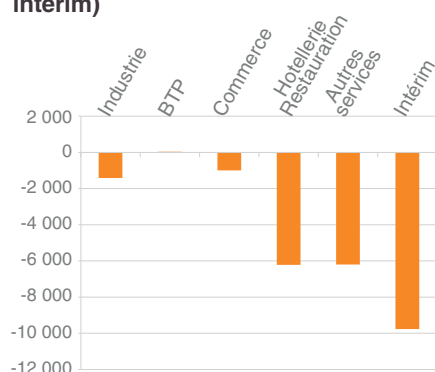
La crise de la Covid-19 constitue une période inédite. La situation sanitaire, comme ses effets économiques et sociaux, sont brutaux et marqués par l'incertitude. Il en va de même de leurs impacts sur les territoires. Tous ne sont pas touchés de la même façon en raison de la diffusion du virus, de la structure de leur économie... Pour mesurer les effets de cette crise et les disparités infrarégionales la Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne a décidé de publier régulièrement des notes d'analyse de l'évolution des territoires bretons durant la crise.

Cette note n°2 actualise, détaille et enrichit l'analyse faite dans la note n°1 des évolutions de l'emploi et du marché du travail dans les zones d'emploi bretonnes (périmètre de 2010). Elle est complétée par des tableaux de bord interactifs sur le site Datagences Bretagne qui permettent de suivre et d'analyser sur la durée les effets de la crise en Bretagne et dans ses différents territoires.

UNE BAISSSE DE L'EMPLOI SALARIÉ QUI S'ATTENUÉ ENTRE LE 1^{ER} ET LE 3^{ÈME} TRIMESTRE 2020

Au 3^{ème} trimestre 2020, les effets de la crise sanitaire et du confinement continuent d'affecter l'économie bretonne. La baisse de l'emploi salarié privé (en données CVS), qui a atteint -2,9 % au terme du 1^{er} semestre comparativement à fin 2019, est toutefois sensiblement plus faible fin septembre (-1 %). Sans parler de rebond, il semble bien que la fin du confinement et les aides aux acteurs économiques aient permis de limiter de façon significative les impacts de la crise sanitaire sur l'emploi salarié privé en Bretagne. Toutefois, si la baisse de l'emploi reste contenue, notamment grâce au dispositif d'activité partielle, cela ne reflète pas la baisse d'activité subie par l'économie bretonne.

Évolution de l'emploi salarié CVS entre décembre 2019 et septembre 2020 (5 secteurs d'activité et intérim)

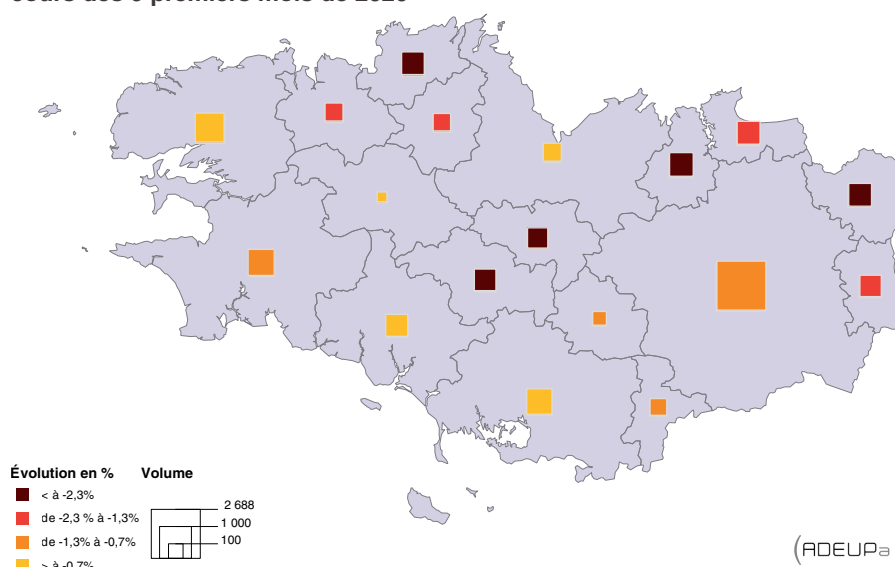


Sources : Urssaf – Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

Le recours à l'intérim avait fortement diminué au cours du premier semestre 2020 : - 22 % (en données CVS). Au 3^{ème} trimestre, la baisse est nettement moins sensible et ne s'élève qu'à - 4,5 %. Le secteur hôtellerie-café-restauration, qui avait fortement pâti des mesures de confinement (-12 % au premier semestre), continue d'être pénalisé comme en témoigne la baisse du nombre de ses salariés : - 8 %. Les effectifs du secteur du bâtiment et des travaux publics, stables au premier semestre, progressent au 3^{ème} trimestre de +1,2 %. Le commerce enregistre une légère détérioration de l'emploi avec une baisse qui passe de -0,5 % fin juin 2020 à -0,7 % fin septembre.

La réduction du nombre d'emplois varie

Évolution des emplois CVS au cours des 9 premiers mois de 2020



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

très sensiblement entre des extrêmes compris entre -2,9 % (ZE de Loudéac, périmètre 2010) et -0,3 % (Saint-Brieuc). Si l'ensemble des ZE enregistre une moindre détérioration de l'emploi salarié privé, l'ampleur de celle-ci peut être très différente d'un territoire à l'autre. Ainsi, la ZE de Redon, particulièrement impactée par le premier confinement, est celle qui réagit le mieux. À l'inverse, la ZE de Vitré, parmi les moins touchées, ne connaît qu'une faible amélioration de sa situation.

Hors intérim, la hiérarchie est totalement bouleversée avec, aux extrêmes, une baisse de l'emploi pour la ZE de Dinan (-2,6 %) et une hausse pour celle de Redon (+0,4 %).

UNE DIMINUTION LIMITÉE DE LA MASSE SALARIALE

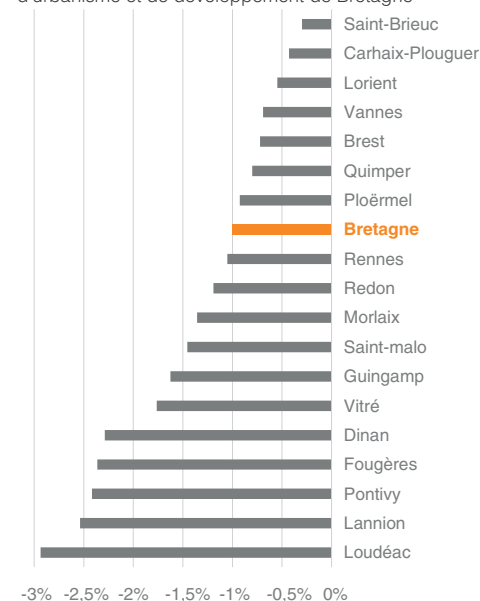
La masse salariale versée aux salariés du secteur privé (en données CVS) a fortement chuté entre la fin 2019 et la mi-2020 : - 17 %. Au terme du 3^{ème} trimestre, la diminution est limitée à -1 % par rapport à fin décembre 2019. Hors intérim, l'évolution est quasiment similaire avec, dans un premier temps, une baisse de -15,5 % puis une quasi-stabilité (-0,1 %). Les dispositifs d'activité partielle, s'ils ont effectivement permis d'atténuer l'effet sur l'emploi (particulièrement hors intérim), ne permettent toutefois pas de maintenir un niveau équivalent de salaire.

L'évolution de la masse salariale est loin d'être uniforme à l'échelle des différentes zones d'emploi bretonnes. Sur le 1^{er}

semestre, la ZE de Saint-Malo enregistre une baisse de -23 % alors qu'elle reste contenue à -10 % pour les ZE de Carhaix-Plouguer et de Loudéac. Au 3^{ème} trimestre, les évolutions sont bien meilleures : si la masse salariale baisse de -4 % dans la ZE de Fougères, elle progresse de +2 % à Loudéac. Au final, la corrélation entre l'évolution du niveau d'emploi salarié et celui de la masse salariale s'avère peu significative. Cela tient vraisemblablement à la différence de structure d'emplois des différentes ZE bretonnes.

Évolution de l'emploi CVS entre décembre 2019 et septembre 2020 - par ZE (y compris intérim)

Sources : Urssaf – Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne



ENTRE SEPTEMBRE 2019 ET 2020, L'EMPLOI SALARIÉ RESTE STABLE EN BRETAGNE

L'exploitation de données brutes permet non seulement de mesurer des évolutions sur un an mais également de bénéficier d'un niveau de détail plus important et d'effectuer des comparaisons avec la période d'avant crise sanitaire. Cette comparaison comporte des périodes très différentes : sans et avec la crise sanitaire.

Entre septembre 2019 et 2020, le nombre d'emplois salariés privés a baissé de -0,3 % en Bretagne (2 842 emplois perdus). Cette quasi stabilité masque toutefois des disparités temporelles, sectorielles et territoriales. Si la conjoncture économique bretonne s'est avérée très porteuse entre 2015 et 2019, le premier confinement a stoppé brusquement cette phase de croissance et plusieurs indicateurs sont passés au rouge. Au niveau national, le Produit intérieur brut (PIB) a chuté de -8,3 % sur l'année 2020 avec un fort rebond de +18,5 % entre les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (source : INSEE). Certes, la dégradation de la situation est moindre en Bretagne qu'à l'échelle nationale, notamment en matière sanitaire, mais l'ampleur de la crise et la radicalité des mesures rendent difficile l'analyse des effets sur la structure économique des territoires bretons.

Trois des dix secteurs d'activité observés sont en hausse (ingénierie conseil, administration-santé-social, bâtiment et travaux publics), un est stable et six sont en baisse parfois très marquée comme l'hôtellerie-restauration.



Photo : © Pictures news - AdobeStock

Sur un plan spatial, la situation peut être très différente d'une zone d'emploi à l'autre avec des baisses contenues du nombre de salariés et parfois même des hausses.

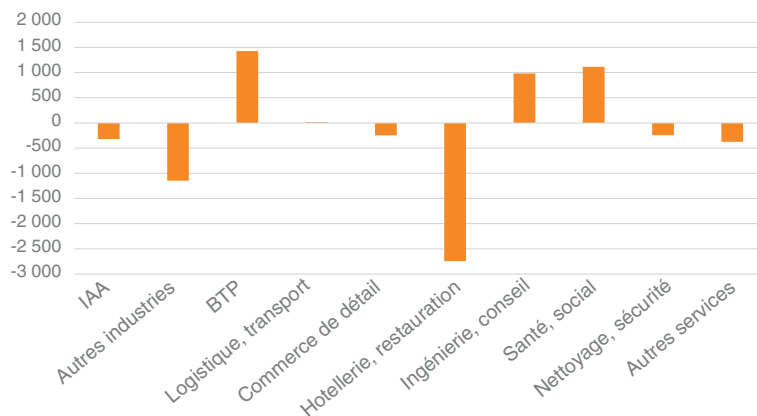
Cette relative stabilité de l'emploi salarié s'accompagne d'une diminution significative des embauches : -2,7 % (soit -3 324 DUE). La baisse des CDI est de -7 % et celle des CDD de -0,2 %. Rappelons que ces mêmes chiffres, à la fin du 1^{er} semestre, étaient de -42 % et, -29 %.

Sur la période étudiée, la masse salariale a, quant à elle, progressé en € courants de +0,7 %. Le dispositif d'activité partielle a notamment contribué à ce bon résultat.

Le nombre d'établissements reste stable (+0,1 % soit +97) sur la période (source Urssaf), ce qui s'explique vraisemblablement par les dispositifs d'aide et de soutien aux entreprises mis en place par l'État et les collectivités territoriales.

Entre septembre 2019 et 2020, le nombre d'emplois salariés privés a baissé de -0,3 % en Bretagne (2 842 emplois perdus).

Évolution de l'emploi salarié privé en Bretagne (septembre 2019 à septembre 2020)



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

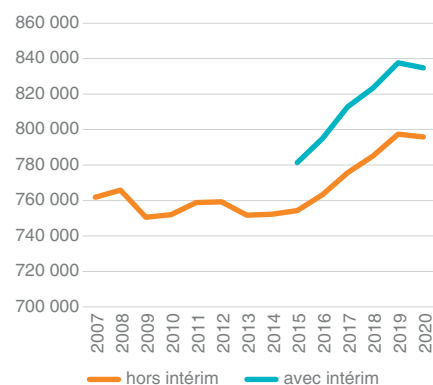
DES SITUATIONS TRES DIFFERENTES D'UNE ZONE D'EMPLOI A L'AUTRE

Sur les 18 zones d'emploi bretonnes (périmètres 2010), 16 subissent une évolution négative de l'emploi sur un an (entre septembre 2019 et 2020). Les plus fortes baisses concernent les ZE de Fougères (-3,1 %), Vitré (-2,3 %), Lannion (-1,9 %), Redon (-1,9 %) et Pontivy (-1,4 %), baisses généralement plus faibles que celles constatées entre juin 2019 et 2020. Signe de cette amélioration, l'évolution s'avère positive pour Saint-Brieuc (+0,3 %) et Lorient (+0,3 %).

Interim : une baisse contenue a -3,9 %

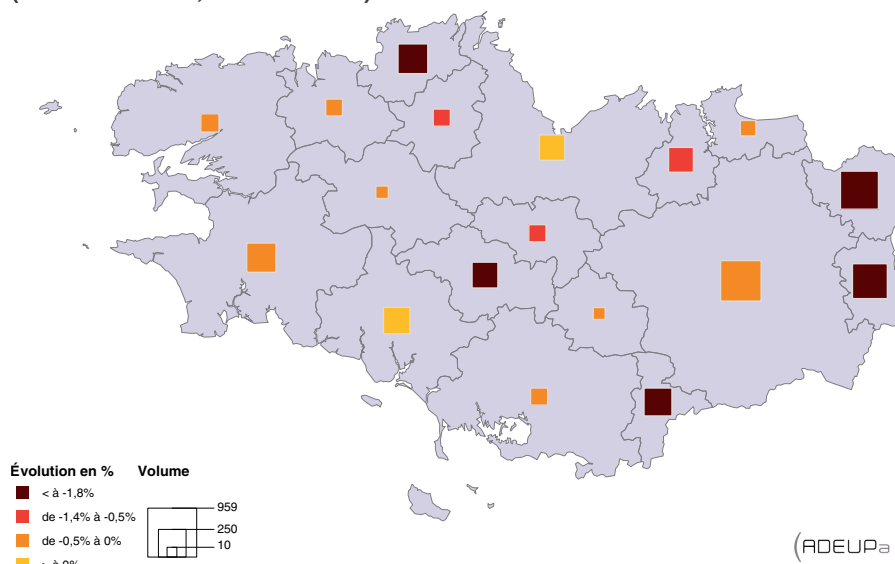
Si l'intérim représentait une grande part des pertes d'emplois en Bretagne au 1^{er} semestre, c'est moins le cas au 3^{ème} trimestre. Pour autant, le recours à l'intérim s'inscrit en baisse de -3,9 % par rapport à septembre 2019 au niveau régional. On note de fortes diminutions pour les ZE de Fougères (-37,8 %), Redon (-24,9 %) ou Rennes (-12,8 %) alors que, dans le même temps, il progresse dans les ZE de Carhaix-Plouguer (+13 %), Ploërmel (+12,7 %) et Quimper (+8,7 %). En volume, la hiérarchie des ZE est quelque peu modifiée puisque les baisses d'emplois intérimaires les plus significatives concernent Rennes et Fougères, et les hausses, Quimper et Vannes.

Nombre d'emplois salariés secteur privé (avec et sans intérim) au 3^{ème} trimestre



Sources : Urssaf et DARES pour l'intérim Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

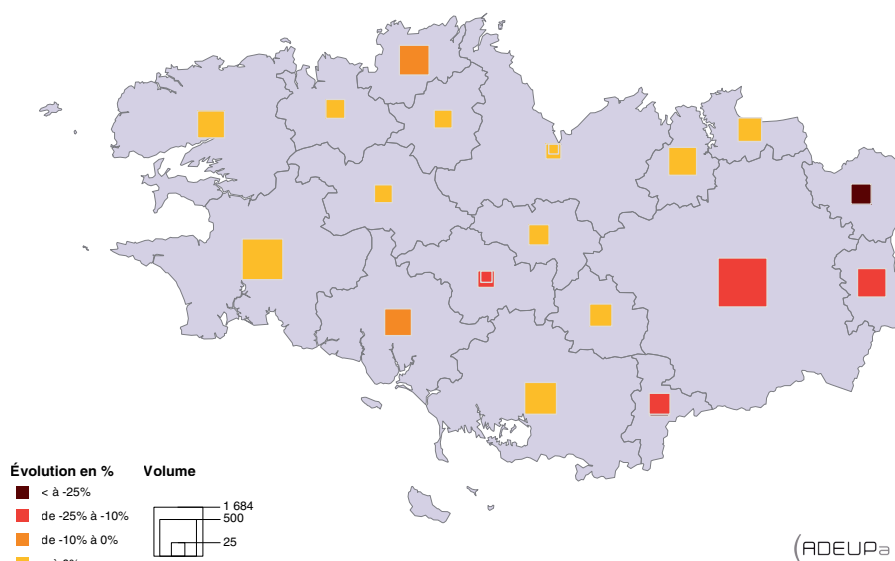
Évolution de l'emploi de septembre 2019 à septembre 2020 (données brutes, interim inclus)



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

NB : La carte en glissement annuel (juin 2019-juin 2020) comporte quelques différences par rapport à celle des évolutions du 1^{er} semestre 2020. On note par exemple que, par rapport à la carte précédente, la baisse est moins forte en glissement annuel pour les zones d'emploi de Brest, Rennes, Saint-Brieuc, Saint-Malo ou Loudéac.

Évolution de l'intérim de septembre 2019 à septembre 2020



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

Une situation qui reste délicate pour l'hôtellerie-restauration

Sans surprise, c'est le secteur de l'hôtellerie-restauration qui voit ses indicateurs diminuer le plus fortement : -5,2 % d'emplois (- 2743), -6,4 % en masse salariale et -1,1 % pour le nombre d'établissements.

Particulièrement impacté par les contraintes réglementaires, ce secteur a pourtant bénéficié d'une bonne fréquentation touristique en Bretagne. Ce dernier point reste toutefois à relativiser puisque les protocoles sanitaires ont limité l'affluence : pas de groupes, peu d'étrangers, un faible tourisme d'affaires, etc.

Pour autant, les territoires les plus touristiques ne semblent pas réellement tirer leur épingle du jeu.

Trois secteurs créateurs d'emplois : conseil et ingénierie, administration-santé-social et bâtiment-travaux publics

Le nombre d'emplois dans les activités de conseil et ingénierie progresse de +2,2 % (+ 981) en un an en Bretagne. C'est principalement dans les ZE Rennes, Vannes, Lorient et Brest que cette dynamique est observée.

Le BTP continue sur sa lancée (cf. note 1) : + 1 427 emplois soit une progression de +2 %. La hausse concerne particulièrement les ZE les plus peuplées : Rennes, Lorient, Brest, Saint-Brieuc, Vannes et Quimper.

Les activités d'administration, santé et social sont fortement mobilisées en ces temps de pandémie. Cela peut expliquer une partie des créations d'emplois dans ce secteur (+ 1 113 entre les mois de septembre 2019 et 2020, + 1 %), particulièrement dans les ZE de Rennes, Saint-Brieuc et Vannes.

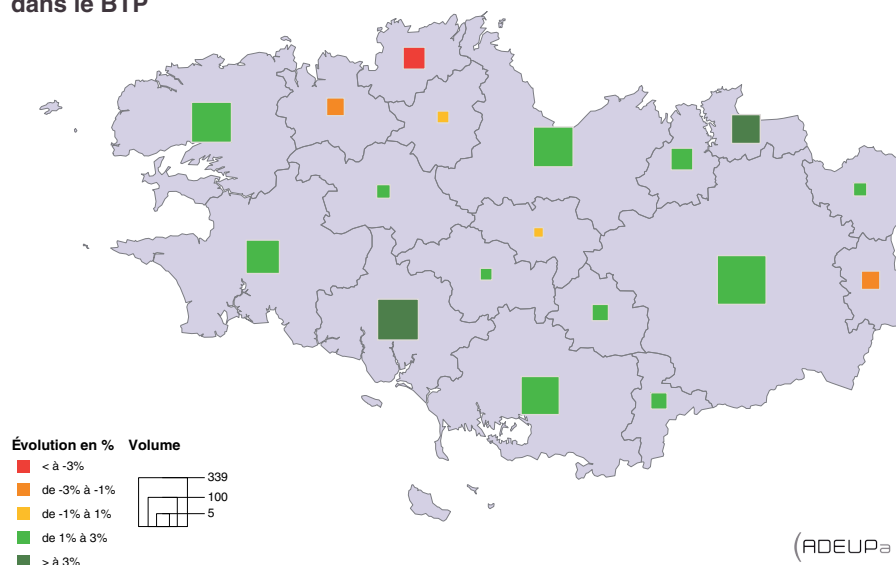
La situation pour l'hôtellerie-restauration est certes mauvaise mais c'est dans l'industrie que la diminution des embauches est la plus forte.

Un niveau d'embauches qui diminue légèrement

Au 3^{ème} trimestre 2020, la baisse annuelle du nombre de déclarations d'embauche de longue durée (1 mois et plus) s'élève à -2,7 % en Bretagne, une bien meilleure situation après la baisse de -34,9 % constatée à la fin du 1^{er} semestre. La situation pour hôtellerie-café-restauration est certes mauvaise (-3,4 %) mais c'est dans l'industrie, que la diminution des embauches est la plus forte : -8,8 %.

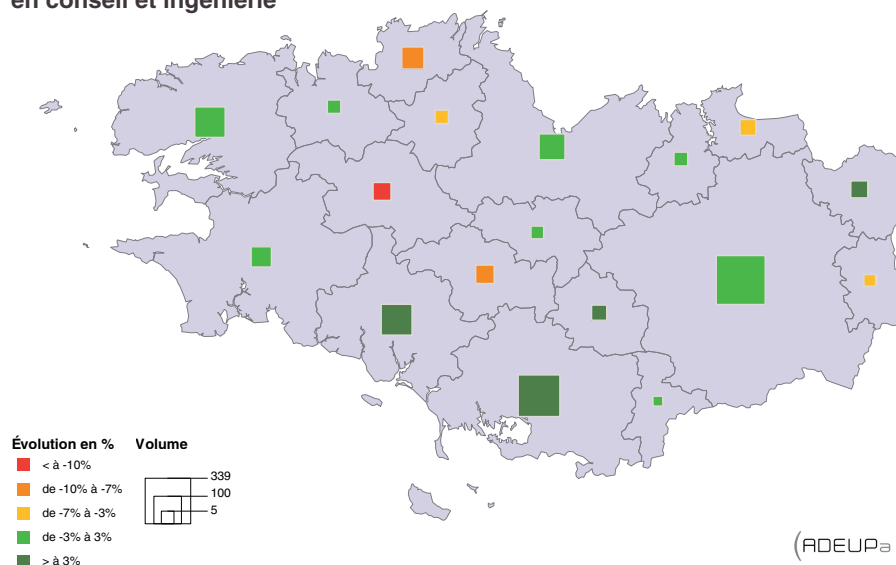
À l'échelle des zones d'emploi, les baisses les plus fortes concernent les ZE de Vitré (-12,6 %), Fougères (-11,4 %) et Morlaix (-9,2 %) alors qu'elles sont plus favorables à Redon (+14 %), Saint-Malo (+6,9 %) et Lannion (+6,1 %).

Évolution du nombre d'emplois de septembre 2019 à septembre 2020 dans le BTP



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

Évolution du nombre d'emplois de septembre 2019 à septembre 2020 en conseil et ingénierie



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

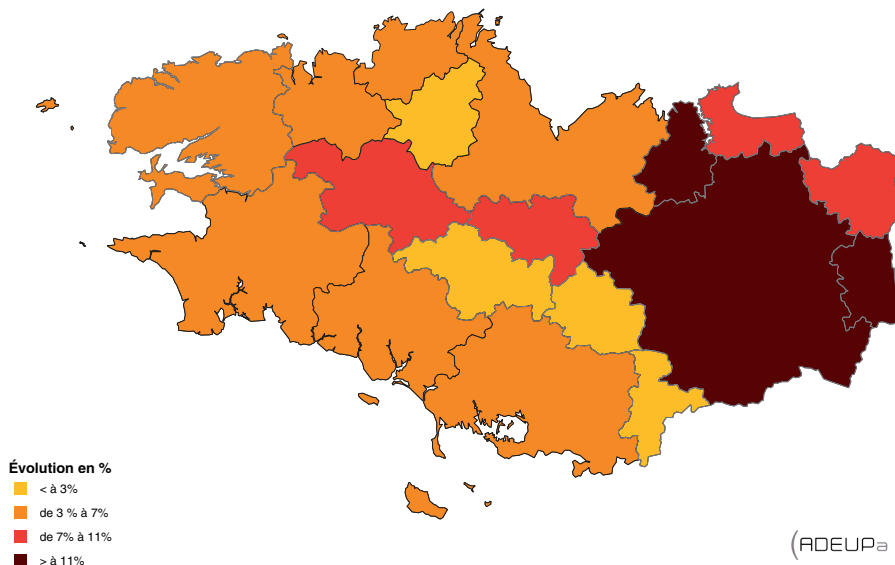
UNE DEMANDE D'EMPLOI QUI PROGRESSE

En septembre 2020, la demande d'emploi de Catégorie A en Bretagne (personnes sans emploi tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi) a progressé de +6,6 % en un an pour atteindre les 156 130 demandeurs (source Dares).

Plusieurs éléments concourent à cette progression : l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, la diminution ou le report des embauches et les difficultés auxquelles sont confrontés certains secteurs d'activité (restauration, culture, loisirs, etc.). À ce stade, il reste difficile d'évaluer les effets de la réduction de l'activité économique ou des politiques publiques. Les prochaines notes d'analyse devraient permettre de mieux éclairer ces sujets.

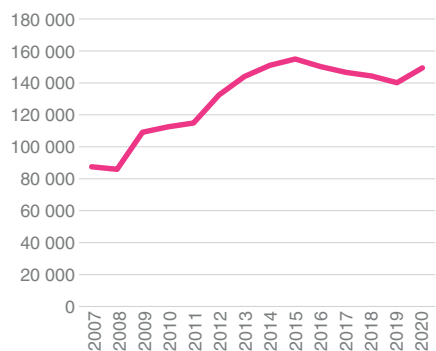
Avec 3 870 demandeurs d'emploi en plus (+11,1 %), la ZE de Rennes connaît la plus forte détérioration du marché du travail. Toutefois, en valeurs relatives, c'est à Vitré (+16,6 %) et Dinan (+11,4 %) que les hausses sont les plus significatives. À l'inverse, la détérioration reste contenue pour les ZE de Pontivy, Ploërmel, Redon et Guingamp où la progression est inférieure à +2,5 %.

Évolution des demandes d'emploi de Catégorie A de septembre 2019 à septembre 2020



Sources : Urssaf- Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

Demandeurs d'emploi de Catégorie A en Bretagne de 2007 à 2020 (mois d'Août)



Sources : DARES - Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne



Photo : © OceanProd - AdobeStock

LE LIEN ENTRE LES ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI ET DE LA DEMANDE D'EMPLOI

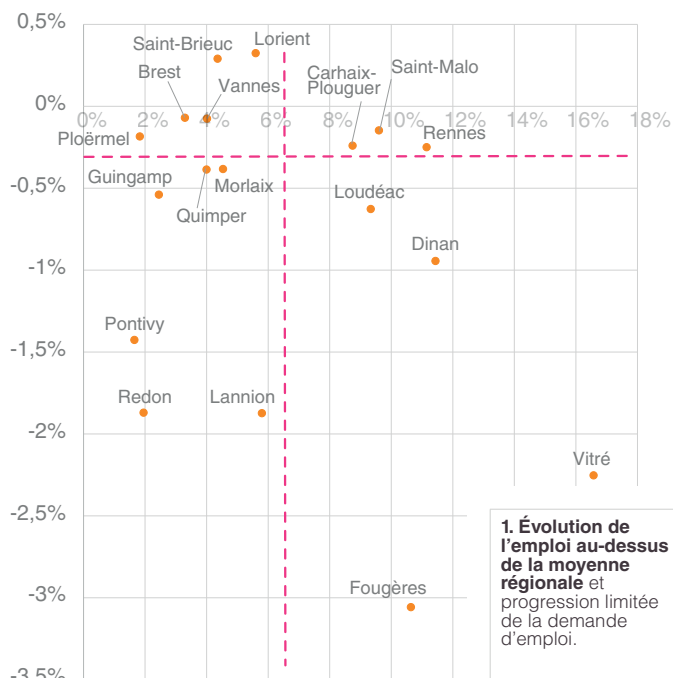
La corrélation entre l'évolution du nombre d'emplois salariés et celle des demandeurs d'emploi est négative c'est-à-dire que lorsque le niveau d'emploi diminue le chômage augmente. Cela semble logique mais ne prévaut pas pour toutes les zones d'emploi bretonnes.

Ainsi, la hausse du nombre de salariés pour les ZE de Lorient et Saint-Brieuc (+0,3 %) se traduit par une augmentation, même si elle est modérée, du chômage. À l'inverse, avec des baisses sensibles, les ZE de Lannion et Redon réussissent à contenir l'évolution du chômage.

Dans le graphique ci-contre, les quadrants 2 et 3 regroupent les évolutions paradoxales :

- Baisse moins forte de l'emploi mais hausse importante du chômage
- Ou, à l'inverse, recul plus défavorable de l'emploi mais progression limitée du chômage.

Évolution sur un an de la demande d'emploi (axe horizontal) et de l'emploi salarié privé (axe vertical) en Bretagne



Sources : Urssaf- DARES - Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

| | |
|---|---|
| <p>1. Évolution de l'emploi au-dessus de la moyenne régionale et progression limitée de la demande d'emploi.</p> | <p>2. Évolution de l'emploi au-dessus de la moyenne régionale mais forte hausse de la demande d'emploi (du fait vraisemblablement de la hausse importante de la population active)</p> |
| <p>3. Évolution de l'emploi défavorable mais hausse de la demande d'emploi limitée (vraisemblablement faible hausse de la population active)</p> | <p>4. Évolution de l'emploi défavorable et hausse de la demande</p> |

Une publication de la Fédération des Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

Direction de publication

Alain Bénesteau (Audiar) | **Benjamin Grebot** (Adeupa)
Kim Lafleur (Quimper Cornouaille Développement)
Christophe Marques (ADAC 22)
Gilles Poupard (AudéLor)

Équipe de rédaction

Guillaume Chérel (Quimper Cornouaille Développement)
Thierry Connan (ADAC 22) | **Christophe Le Page** (Audiar)
Gilles Poupard (AudéLor) | **François Rivoal** (Adeupa)

Cartographie

Julien Florant (Adeupa)

Mise en page

Timothée Douy (Adeupa)

Dépôt légal : Mars 2021 | ISSN : en cours

Pour en savoir +

IMPACTS SOCIO
ECONOMIQUES
DE LA COVID-19



DATAGENCESBRETAGNE

<https://tableau-bord-covid19.datagences-bretagne.bzh>